

Résumé

Près d'une décennie après le début de la crise économique de 2007, la création d'emplois demeure au centre des priorités politiques de l'Union européenne. Face aux quelque 23 millions de chômeurs enregistrés au deuxième trimestre de 2015 et aux 91 millions de personnes inactives sur le marché du travail, tout le monde se pose la question suivante: «Comment créer des emplois?»

Il n'existe pas de solution miracle pour répondre à ce défi de l'emploi. Une approche diversifiée, associant des mesures visant à renforcer l'environnement macroéconomique et des initiatives politiques permettant de répondre spécifiquement aux enjeux du marché du travail, sera nécessaire. Les politiques en faveur de l'entrepreneuriat inclusif peuvent faire partie de cet ensemble de mesures. Ces politiques ont pour objectif de garantir que toutes les catégories de citoyens, quelles que soient leurs expériences ou caractéristiques personnelles, ont la possibilité de créer leur propre entreprise et de travailler comme indépendants. Elles visent en particulier à soutenir les entrepreneurs appartenant à des groupes sociaux sous-représentés dans le monde de l'entreprise ou défavorisés sur le marché du travail: les jeunes, les seniors, les femmes, les minorités ethniques et les immigrés, ainsi que les personnes handicapées et les chômeurs.

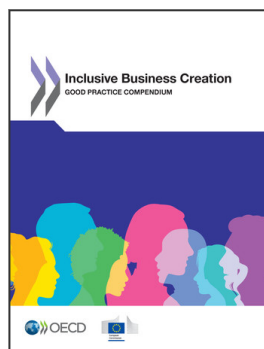
Il est évident que les personnes issues d'une grande partie de ces groupes sociaux sont moins susceptibles de devenir propriétaires d'une nouvelle entreprise que les hommes d'âge moyen. Ainsi, malgré des niveaux de capital humain similaires, les femmes ont eu moins tendance que les hommes à posséder une nouvelle entreprise dans les pays de l'Union européenne entre 2009 et 2013 (1,8% contre 3,5%). Les seniors (50-64 ans) ont également été moins enclins à détenir une nouvelle entreprise au cours de cette période (1,6% pour les seniors et 2,6% pour les adultes). En revanche, les taux de détention d'une entreprise par les jeunes (15-30 ans) et les adultes sont équivalents (respectivement 2,9% et 2,6%), mais leurs entreprises présentent un taux de survie faible. Parmi les principales entraves à la création d'entreprise pour ces groupes de population figurent l'accès aux financements et le manque de compétences en matière d'entrepreneuriat. Ce sont surtout les jeunes qui mentionnent ces obstacles. Tant les femmes que les hommes évoquent ces entraves, mais une disparité entre les sexes apparaît quant à la difficulté de concilier travail indépendant et responsabilités familiales et au manque d'un projet d'entreprise. Les seniors font bien moins souvent état d'obstacles au travail indépendant que les jeunes et les adultes d'âge moyen, mais ils présentent des taux relativement faibles de participation au marché du travail.

Un des principaux objectifs des politiques d'entrepreneuriat inclusif est la création d'entreprise, ou plus exactement la création d'entreprises pérennes, ainsi que l'augmentation consécutive de la participation des groupes de population cibles au marché du travail. Il ne s'agit toutefois pas du seul résultat escompté. Les personnes encouragées à envisager et à tenter l'entrepreneuriat ne souhaiteront pas toujours concrétiser la création de leur entreprise, mais, très souvent, l'expérience de l'entrepreneuriat leur permettra de renforcer leurs compétences, leurs motivations, leurs réseaux et leur employabilité. Cela augmente leurs chances de trouver un emploi.

Ce recueil de bonnes pratiques vise à sensibiliser au potentiel des politiques et programmes d'entrepreneuriat inclusif, et à inspirer les décideurs politiques aux niveaux local, régional et national. Les études de cas approfondies de l'ensemble de l'Union européenne illustrent certaines des nombreuses possibilités qui s'offrent aux décideurs politiques afin de promouvoir la création d'entreprise inclusive, notamment les formations à l'entrepreneuriat, le coaching et le mentorat, les modèles, la microfinance, les aides sociales, le conseil en entreprise et la création de réseaux d'entreprises.

Grâce à l'analyse de ces exemples, plusieurs facteurs clés de réussite peuvent être identifiés, indépendamment de l'approche choisie ou du groupe cible:

- l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes d'entrepreneuriat inclusif dans le cadre d'une stratégie intégrée;
- la définition claire des objectifs et des cibles des mesures politiques;
- le déploiement d'activités ciblées de sensibilisation pour mobiliser les groupes défavorisés et sous-représentés;
- l'utilisation de mécanismes concurrentiels pour offrir un soutien intensif aux personnes susceptibles de réussir;
- le recours à des formateurs et des conseillers spécialisés;
- l'apprentissage par l'expérience.



Extrait de :
Inclusive Business Creation
Good Practice Compendium

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264251496-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Union européenne (2016), « Résumé », dans *Inclusive Business Creation : Good Practice Compendium*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264261426-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.